

Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *Georges Boris, trente ans d'influence*, Paris, Gallimard, 2010, 460 p.

Jean-François Muracciole

À un officier qui s'offusquait de l'arrivée de Georges Boris, « un juif, un apôtre du Front populaire et [...] chef de cabinet de Léon Blum », le général de Gaulle avait répondu très fermement : « Eh bien, M. Georges Boris est peut-être juif, partisan de M. Léon Blum et bien d'autres choses encore ; moi je ne vois qu'une seule chose, c'est que c'est un Français qui s'est engagé pour combattre à cinquante-deux ans, qui a fait la campagne de Flandres et qui veut se joindre à nous pour continuer à lutter pour la France. Cela me suffit. Je ne connais pas de différence de race et d'opinion politique entre nous ; je ne connais que deux catégories de Français : ceux qui font leur devoir et ceux qui ne le font pas. M. Georges Boris fait son devoir. Il a sa place ici. C'est la dernière fois que je veux entendre des remarques de ce genre. »

Après plusieurs grands livres consacrés à l'exploration de la France de la Seconde Guerre mondiale (*Les Français de l'An 40*, *La France libre*), Jean-Louis Crémieux-Brilhac se risque, avec un réel bonheur, au genre difficile de la biographie pour dresser le portrait de l'un des plus importants « hommes de l'ombre » de la période charnière des années 1930-1950 : Georges Boris. L'auteur a lui-même connu cette « France à Londres » (Jean-Paul Cointet), ses grandeurs, mais aussi ses divisions et ses conflits. Jeune lieutenant de 22 ans évadé d'un *oflag*, Jean-Louis Crémieux-Brilhac rejoignit la France libre par l'URSS (odyssée racontée dans un autre de ses livres, *Prisonniers de la liberté*). À Londres, il dirigea le service de diffusion clandestine, ce qui le conduisit à fréquenter Georges Boris. L'admiration du jeune lieutenant pour son aîné de trente ans parcourt cette biographie sans pour autant en altérer le caractère scientifique et rigoureux. Surtout, Jean-Louis Crémieux-Brilhac vient combler une surprenante carence historiographique. Sur Georges Boris, en effet, pas grand-chose n'avait été publié jusqu'ici, si ce n'est une thèse de sciences politiques datant de la fin des années 1960. Même centré sur les trois moments forts de la carrière politique de Boris, et sur les trois hommes qui les dominent – Léon Blum et le Front populaire, de Gaulle et la France libre, Mendès France et le IV^e République –, l'ouvrage ne néglige pas les années de formation, l'épisode décisif du journalisme et de l'engagement à gauche de l'entre-deux-guerres (ainsi la Ligue des Droits de l'Homme) et la vie privée de cet homme de l'ombre, dominée par sa passion pour Antoinette Sachs.

Né en 1888 (la génération de De Gaulle et de Monnet à quelques années près) dans une famille juive implantée en Lorraine au XVII^e siècle, Georges Boris est fortement marqué par le poids et le souvenir de l'affaire Dreyfus. Cet homme d'affaires touche-à-tout (il sera planteur d'hévéas à Ceylan), par ailleurs grand lecteur et admirateur de Proust, possède un certain nombre de traits qui le rapprochent de Jean Monnet, parallèle que l'auteur aurait peut-être pu explorer. Son entrée en politique s'opère par la presse. D'abord par la gestion du journal *Le Quotidien*, puis surtout, en 1927, quand il fonde *La Lumière* dont il veut faire un journal républicain d'éducation politique et économique. *La Lumière*, comme le démontre magistralement Jean-Louis Crémieux-Brilhac, fut, avec *Esprit*, la plus originale des revues intellectuelles

des années 1930 et s'affirma rapidement comme le carrefour de tout ce que ces années comptèrent d'esprits indépendants et novateurs, de Sauvy à Jouvenel, de De Man à Siegfried. Ouverture sur la pensée politique en mouvement, mais attention marquée aussi à l'économie politique et particulièrement aux tentatives de refonte du libéralisme. Georges Boris est l'un des premiers à avoir lu Keynes (la *Théorie générale* date de 1936) qu'il s'emploie à introduire et à faire connaître en France. Attention, enfin, à la marche du monde, ce qui fit de *La Lumière* un solide repaire de l'antifascisme et de l'esprit anti-munichois. Réforme du socialisme, réforme de l'État, réforme de l'économie finissent par se rejoindre, préparant le cadre intellectuel de ce qui sera, vingt ans plus tard, le « mendésisme ». Au début de 1933, au moment où Hitler s'appête à prendre le pouvoir, Georges Boris écrit : « C'est en dirigeant la monnaie et non en se laissant diriger par elle que, sous le régime social où nous vivons, un remède peut être apporté aux grands maux dont nous souffrons. » Réformisme, humanisme, certitude que l'action sur l'économie est la clé de la libération de l'homme, tout cela le conduit vers Léon Blum et lui vaut un poste de conseiller auprès du président du Conseil, plus un poste éphémère dans le second gouvernement Blum de mars-avril 1938 comme directeur de cabinet du jeune sous-secrétaire d'État au Trésor, Pierre Mendès France. « Quand le premier gouvernement du Front populaire démissionne le 21 juin 1937, constate Jean-Louis Crémieux-Brilhac, Georges Boris, sans avoir occupé aucun poste officiel, a acquis auprès des dirigeants socialistes l'autorité d'un expert de premier rang. » De ces premières années dans les allées du pouvoir, il faut retenir de Georges Boris une attention toute particulière à l'expérience du *New Deal* rooseveltien et un projet de planification remis à Mendès France, mais rejeté par le Sénat.

À la déclaration de guerre, à l'âge de 51 ans, Georges Boris se porte volontaire. Affecté dans le Nord comme officier de liaison avec les Britanniques, il est évacué de Dunkerque le 28 mai 1940 et se retrouve dans un camp en Angleterre début juin. Le 19 juin 1940, Georges Boris, avec le grade d'adjudant interprète, – il parle parfaitement anglais –, se met à la disposition du général de Gaulle et de la France libre. C'est surtout la période londonienne qui retient l'attention du biographe. « Non, ce n'est pas toujours une sinécure dans la première France libre d'afficher un pedigree timbré du Front populaire. » À la BBC, Georges Boris se charge de la guerre des ondes. En 1942, il devient directeur du Commissariat national à l'Intérieur, dirigé à partir de l'été 1942 par André Philip, et il préside le comité exécutif de propagande, puis est le représentant civil du Comidac (Comité d'action), chargé de coordonner la lutte militaire de la résistance. Il est aussi le correspondant attitré de Jacques Bingen, qui a remplacé Jean Moulin après le traquenard de Caluire. La biographie est aussi un portrait de groupe et l'ouvrage apporte en ce sens une série de détails et de précisions sur l'aventure de la France libre et le microcosme londonien. On retiendra tout particulièrement les remarquables pages sur le commissariat à l'Intérieur et le financement de la Résistance. De même, Jean-Louis Crémieux-Brilhac expose de façon tout à fait nouvelle le rôle central que joua Georges Boris dans la « républicanisation » et la « démocratisation » du mouvement gaulliste, évolutions qui, en 1942, favorisèrent le rapprochement avec la Résistance intérieure avant de préparer l'unification de 1943.

À la Libération, Georges Boris retrouve Pierre Mendès France, de vingt ans son cadet. « Sans rien abjurer de son attachement à Blum ni de sa ferveur pour de Gaulle, il érige en esprit à leurs côtés le piédestal de Mendès France. À 56 ans, cet homme si

fier va se vouer bénévolement jusqu'à sa mort au service du cadet en qui il a reconnu un des grands hommes de la République nouvelle. » De 1946 à 1954, il est membre de la délégation française au Conseil économique et social de l'ONU. Dans le même temps, Georges Boris devient un acteur du mendésisme naissant. Les sept mois et dix-sept jours du gouvernement Mendès France, passés par Georges Boris au cœur de Matignon, seront aussi intenses que les années londoniennes avec de Gaulle. Après la démission de Pierre Mendès France, Georges Boris n'occupera plus de poste de responsabilité, mais il jouera un rôle non négligeable dans les tentatives de réforme de la SFIO sur fond de critique de la politique algérienne des socialistes de gouvernement. Son dernier engagement sera lié à l'aventure éphémère du PSA. À sa mort, l'ancien président du Conseil aura ces mots : « Est-ce que vous mesurez ce que je viens de perdre. Je vais vous le dire. Il était la moitié de moi, la moitié, entendez-vous ? Bien plus qu'un conseiller ou un ami... »